

ARRÊTÉ N°AT-2024-1002
PORTANT RESTRICTIONS TEMPORAIRES
DU STATIONNEMENT

LE MAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les article L.325-1 à L.325-3, R.411-21-1 et l'article R.417-10 ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le stationnement des véhicules sur diverses voies de la commune, en raison de la manifestation sportive nommée "Championnats de ligue benjamins - Webconfront@tion" ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} – Du **Vendredi 28 Juin 2024 - 19h00 au Dimanche 30 Juin 2024 - 21h00**, le stationnement des véhicules est interdit et considéré comme gênant sur les voies ci-dessous suivant la signalisation mise en place sur les lieux par les services techniques municipaux :

- avenue du Stade Nautique, dans sa partie comprise entre l'avenue Nitot et l'avenue San-Carlos ;
- intégralité du parking Est du Stade Nautique, sis avenue Nitot ;
- intégralité du parking Ouest du Stade Nautique, sis avenue Emile Ginot ;
- avenue Emile Ginot, dans sa partie comprise entre l'avenue du Buisson et la rue de l'Ousse.

Seuls les véhicules autorisés par l'organisateur de la manifestation et arborant son macaron peuvent stationner sur ces voies et ces emplacements.

ARTICLE 2 – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté sera enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération sera effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière seront à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 3 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 4 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le 21/06/2024

Pau, le 21 juin 2024